



LE MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE



Lancement de la plateforme LeMediateurEtVous.fr




10 Février 2010



Jean-Paul Delevoye lance LeMediateurEtVous.fr, espace inédit de débats, de questions et de propositions sur les droits des citoyens le mercredi 10 Février 2010.

A mi chemin entre **un forum** et un **réseau social**, LeMediateurEtVous.fr rassemble de façon inédite internautes et experts autour de la défense des droits.

Trois communautés sont en interaction sur cette plateforme :

-  Les internautes-citoyens, tout le monde pouvant s'inscrire ou y participer (il est possible de s'y inscrire directement en utilisant son profil facebook),
-  Des experts de haut niveau (juristes, présidents d'association de consommateurs, personnalités reconnues dans la défense des droits de l'homme), sélectionnés par le Médiateur de la République, qui s'expriment sur la plateforme pour répondre aux interventions des internautes-citoyens,
-  Jean-Paul Delevoye qui intervient régulièrement sur la plateforme, dans les débats importants ou pour reprendre des propositions, ainsi que sur un blog vidéo dédié. Il sera d'ailleurs possible de saisir le Médiateur en ligne.

Le contenu de cette plateforme s'organise autour des axes suivants :

- ★ les questions de société relatives aux droits des citoyens et aux droits de l'Homme (éducation, droits fondamentaux et démocratie, famille, droits des étrangers et d'asile, administration publique, consommation et argent, police, justice et sécurité, droits sociaux et lutte contre la précarité, santé, sécurité sanitaire et bioéthique),
- ★ les témoignages et problèmes de droit soumis par les internautes
- ★ les réformes à proposer pour corriger les textes.

De manière à pouvoir orienter au mieux les débats, à enrichir le travail collaboratif sur les propositions et à rendre publiques les plus pertinentes d'entre elles, le Médiateur s'est associé à des experts. Juristes, universitaires, représentants de la société civile et du monde associatif, ils apportent, à la demande des internautes ou de Jean-Paul Delevoye un éclairage technique sur les propositions des citoyens.

Véritable espace de travail collaboratif, cette plateforme favorise l'initiative citoyenne en promouvant un « **comité de réflexion et d'idées** » composé de citoyens et d'experts qui alimenteront les propositions de réforme, que le Médiateur de la République portera devant le décideur politique.



Se connecter Déjà membre ?

Email:

Mot de passe:

Mot de passe oublié ?

PAS ENCORE INSCRIT ?

Participez

Le Médiateur et ses experts

Le blog du Médiateur

Comment participer ?

1 Choisissez une thématique

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Toutes les thématiques | <input type="checkbox"/> Éducation |
| <input type="checkbox"/> Droits fondamentaux et démocratique | <input type="checkbox"/> Famille |
| <input type="checkbox"/> Droits des étrangers et d'asile | <input type="checkbox"/> Administration publique |
| <input type="checkbox"/> Consommation et argent | <input type="checkbox"/> Police, justice et sécurité |
| <input type="checkbox"/> Droits sociaux et lutte contre la précarité | <input type="checkbox"/> Santé, sécurité sanitaire et bioéthique |

Le conseil du Médiateur

Cet espace rassemble tous les débats, les questions et les propositions de réformes que vous soumettez. Pour faciliter l'organisation des échanges, nous vous invitons d'abord à sélectionner ci-dessus le thème de votre choix avant d'y participer.

A l'affiche



Encadrer les frais bancaires ?

Publié il y a 1 mois par Agnèle78 dans Consommation et argent.

J'ai récemment lu que plus de 50% des familles pauvres vivent avec moins de 250 euros/mois ! et c'est justement ces mêmes personnes qui doivent payer par des frais exorbitant, de toutes natures, prélevés par les banques. Ceux-ci peuvent aller jusqu'à 40 ou 50% de leurs revenus sans que personne ne puisse y... Lire la suite

Le blog du Médiateur

La création du Défenseur des droits



Recherche:

abus funéraires
assurance auto
entrepreneur auto
entrepreneurs
automatique autorisation
bénévolat carte d'identité
certificat de nationalité
code de la médiation
convictions cpmn
crémation droit à l'oubli
émotion

2 Consultez, intervenez ou évaluez

FAIRE UNE CONTRIBUTION

Les débats

Les questions

Les propositions

Les propositions les plus récentes

1
Je vote pour



Auto entrepreneurs: responsabilités

Publié il y a 1 heure par Elojupa.

On l'a vu, le statut d'auto-entrepreneur peut paraître bien tentant pour chacun. Cependant, bien peu savent que leur responsabilité financière peut être engagée et entraîner la perte de leurs biens propres (identique aux entrepreneurs en nom). Or la semaine dernière, un projet de loi a été présenté en conseil des Ministres et soumis à la procédure accélérée du Parlement proposant... Lire la suite

La proposition reste ouverte

2
Je vote pour



Médiateur des étrangers

Publié il y a 7 heures par Jean-Louis Lascoux dans Droits des étrangers et d'asile

Bonjour, il me semble que dans la Grèce Antique, il existait un défenseur des droits des étrangers. Je crois savoir que ces protecteurs par communauté avaient pour nom "Prokène". Aujourd'hui, dans une société qui cherche à ne pas nuire aux personnes, puisqu'il semble que le Défenseur des droits n'ait pas ce rôle, soit qu'il n'intervient que pour les personnes ayant le statut de citoyen, ne... Lire la suite

1 réponse



Le médiateur est intervenu, la proposition reste cependant ouverte

Les dernières interventions

Bonjour Selon la loi de 1973 instituant un médiateur de... sur Médiateur des étrangers
Publié il y a 13 minutes

On ne peut attendre tout de l'école. Les temps doivent... sur La semaine des 4 jours en question
Publié il y a 1 heure


En matière de prélèvements bancaires, le contrat fait la... sur Prélèvements automatiques
Publié il y a 1 heure

Nos experts




Ricoeur Loïc
Santé, sécurité sanitaire et bioéthique
• Voir son profil
• Tous les experts


Exemple d'interactions sur LeMediateurEtVous.fr

 Madame X soumet à la communauté une question concernant les recours dont elle peut disposer en matière de surendettement.




 Les internautes-citoyens réagiront à cette question en faisant part de leur expérience personnelle, de leur vécu de ce type de situation, et des moyens qu'ils ont trouvé pour s'en sortir.





 Un expert interviendra pour signaler à la communauté, et en particulier Madame X, les dispositifs prévus par le droit français et les modalités de recours à ces dispositifs.




 Un internaute, Monsieur Y, rebondi sur les suggestions de l'expert, en signalant une faille dans le dispositif sur le surendettement, qu'il a vécu ou constaté.




  Un débat s'engage avec les citoyens et les experts.



 Un citoyen soumet sur ce sujet une proposition de réforme à discuter sur la plateforme, au cours du débat.



 Le Médiateur se saisit de la question et la met en évidence sur la plateforme, après avoir apporté son point de vue. Après de nouvelles discussions, et une amélioration de la proposition initiale, il reprend cette proposition à son compte et en fait part aux autorités compétentes.

L'idéal serait de mettre en place un contrat de crédit auprès d'un guichet tenu par l'établissement financier (guichet présent dans le magasin), cela responsabiliserait les établissements de crédit, et les inciteraient à limiter le surendettement, en faisant prendre conscience au client de l'engagement qu'il souscrit par rapport à l'établissement de crédit. Que pensez-vous de cette proposition de réforme ?



Le médiateur est intervenu, un expert est intervenu, la proposition est close

3 réponses



Publié il y a 1 mois par **Biloute 62**

Je suis de mon côté très étonnée de la facilité avec laquelle on peut contracter une carte de crédit et accéder du coup à une offre de crédit : il ne suffit bien souvent qu'une pièce d'identité et des coordonnées bancaires. Comment dans ces conditions mettre en place un crédit responsable du côté de l'emprunteur comme du prêteur ? De plus, offrir cette possibilité dans des lieux de consommation, en liant un acte de vente et un accès au crédit par des offres promotionnelles (qui poussent trop souvent à l'utilisation du crédit revolving) ne permet pas au consommateur de faire des choix responsables en accord avec ses moyens financiers et ses capacités de remboursement.



Publié il y a 1 mois par **François-Charles Bousquet**

Le projet de loi gouvernemental portant réforme du crédit à la consommation, qui sera prochainement examiné par l'Assemblée nationale après avoir été voté par le Sénat en juin dernier, s'attache justement à l'utilisation des cartes de fidélité et l'utilisation du crédit revolving

Aux termes du texte adopté par les sénateurs, la réglementation mettra en place de nouvelles règles d'utilisation des cartes privées :

- 1/ interdiction de subordonner l'octroi d'avantages commerciaux et promotionnels à l'utilisation du crédit lié à la carte de fidélité
- 2/ obligation pour le prêteur ou l'intermédiaire de crédit de proposer au consommateur la possibilité de payer au comptant, ce qui aura pour conséquence que l'utilisation du crédit lié à cette carte ne peut résulter que d'un accord exprès du consommateur exprimé lors du paiement de la carte

Ces règles seront valables aussi bien pour les nouvelles cartes bancaires auxquelles est associée une réserve de crédit que pour les cartes de fidélité plus traditionnelles.

Par ailleurs, l'obligation pour le distributeur de crédit de remplir avec son client une fiche de dialogue relative aux revenus et à l'endettement du consommateur rendra impossible la souscription d'une carte de fidélité sans qu'il soit clairement fait état de l'existence d'une fonction crédit si c'est le cas.



Publié il y a 1 mois par **Le Médiateur de la République**

Je me suis prononcé récemment pour la dissociation entre l'acte d'achat et l'acte de crédit, et ce débat me conforte dans ma position. Dans la proposition de réforme que j'ai transmise au ministère de l'Économie, j'ai demandé à ce que l'acte de vente soit clairement distingué de l'acte d'entrée dans le crédit, afin que ce

Sollicités par Jean-Paul Delevoye, les experts ont été choisis selon leur domaine de compétence pour s'associer aux réflexions et aux contributions des internautes. Juristes, universitaires, représentants de la société civile et du monde associatif, ils apportent, à la demande des internautes ou de Jean-Paul Delevoye un éclairage technique sur les propositions des citoyens.

Droits fondamentaux et démocratie

Diversité et discriminations (discrimination, racisme, antisémitisme, homophobie, liberté d'expression, handicap ...), Exercice des droits civiques (organisation de la vie politique, Europe, citoyenneté, mobilité, laïcité ...), Droits des enfants, Droits de l'homme...

- ★ **Emmanuel Decaux**, Président du secrétariat permanent des Droits de l'Homme
- ★ **Florence Chaltiel**, Professeur de droit public à l'IEP de Grenoble, Chargée de cours à Science po Paris
- ★ **Jean Waline**, Président de Institut International des Droits de l'Homme, Professeur émérite de droit public à Strasbourg III
- ★ **Jean-Marie Duffau**, Professeur de droit public à Université Paris Dauphine
- ★ **Markus Jaeger**, Chef de la Division du soutien législatif et des structures nationales des droits de l'Homme, Direction générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques au Conseil de l'Europe
- ★ **Martine Brousse**, Directrice de La Voix de l'Enfant
- ★ **Patrick Wachsmann**, Professeur agrégé de droit à l'Université Robert Schuman de Strasbourg
- ★ **Valérie Michel**, Professeur agrégé de droit public à l'université Robert Schuman de Strasbourg
- ★ **Charlotte Clavreul**, Conseillère auprès du Médiateur de la République pour les affaires internationales et les droits de l'Homme

Administration publique

Fonction publique, Relations avec l'administration et les services Publics, e-administration ...

- ★ **Benoît Delaunay**, Professeur agrégé de droit public à Poitiers
- ★ **Didier Jean-Pierre**, Professeur agrégé de droit public, université Jean-Moulin Lyon-III
- ★ **Georges Chatillon**, Maître de Conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur du Master Droit de l'internet public
- ★ **Marine Dorne Corraze**, Conseillère Fonction Publique auprès du Médiateur de la République

Consommation et argent

Impôts, Assurances, surendettement, crédit à la consommation, banques et frais bancaires, droit de la propriété, urbanisme, assurances, argent et surendettement, fiscalité ...

- ★ **Cédric Musso**, Directeur des Relations Institutionnelles de l'UFC-Que choisir
- ★ **François-Charles Bousquet**, Docteur en Droit public, Paris I, chargé de mission réformes du Médiateur
- ★ **Luc Charrié**, Conseiller pour les réformes auprès du Médiateur

Famille

Prestations familiales, PACS, mariage, médiation familiale, résidence alternée, homoparentalité, droit de la famille ...

- ★ **Olivier Gérard**, coordonnateur à l'Union Nationale des Associations familiales
- ★ **Michelle André**, Déléguée du Médiateur de la République à la Réunion, ancienne directrice de CAF
- ★ **Martine Timsit**, Conseillère au secteur réformes du Médiateur de la République

Education

Milieu scolaire (accès à l'éducation, violence à l'école, relations avec les académies), Enseignement supérieur...

- * **Maurice Gross**, Haut conseil des biotechnologies, ancien conseiller de la présidente du CNRS
- * **Monique Sassier**, Médiatrice de l'Education Nationale

Droits sociaux et lutte contre la précarité

Logement, Emploi, travail et formation (chômage, maladies professionnelles, accidents du travail, temps de travail, représentation salariale), Protection sociale (assurance sociale, Sécurité sociale, retraites, minimas sociaux, pauvreté et lutte contre l'exclusion) ...

- * **Agnès de Fleurieu**, Présidente de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES), Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)
- * **Didier Gelot**, Secrétaire général de l'ONPES
- * **Marie-Claude Thibaudin**, Conseiller en action sociale auprès du président du Conseil général du Doubs
- * **Eliane Strub**, ancienne Conseillère au secteur social du Médiateur de la République
- * **Jean-Marie Duffau**, Professeur de droit public à Université Paris Dauphine

Santé, sécurité sanitaire et bioéthique

Bioéthique (clonage, recherche sur les cellules souches), Droits des patients (accès au dossier médical, relations avec les professionnels, enjeux de santé publiques, déontologie et éthique médicale), Sécurité sanitaire, Question d'éthique (IVG, euthanasie ...)

- * **Denis Safran**, Expert-médecin agréé par la Cour de Cassation
- * **Marie-Hélène Mouneyrat**, Secrétaire générale du Comité Consultatif National d'Ethique
- * **Christian Hervé**, Directeur du laboratoire d'éthique médicale et de médecine légale, Faculté de médecine, Paris 5
- * **Géraud Lasfargues**, Président de l'académie nationale de médecine 2009
- * **Jacques Louis Binet**, Secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine
- * **Jean de Kervasdoué**, Titulaire de la chaire d'économie et de gestion des services de santé du CNAM
- * **Alain Michel Ceretti**, Conseiller santé auprès du Médiateur de la République
- * **Loïc Ricour**, Directeur du Pôle Santé et Sécurité des Soins du Médiateur de la République
- * **Dominique Le Boeuf**, Présidente du Conseil national des Infirmiers
- * **Sophie Gromb**, Docteur en Droit, responsable de l'enseignement du droit médical à l'Université de Bordeaux II
- * **Sabine Gibert**, directrice des affaires juridiques de l'Oniam

Police, justice et sécurité

Accès à la justice (Organisation de la justice, expertise judiciaire, univers carcéral et accès au droit, tutelles et curatelles), Sécurité et libertés publiques (fichiers, violences policières, mauvais traitements, contrôle des lieux privés de liberté) ...

- * **Christophe Soulez**, Responsable du département Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales
- * **Jean- François Gratioux**, Directeur de la direction territoriale du Médiateur de la République
- * **Michel Savinas**, Conseiller justice auprès du Médiateur de la République
- * **Luc Charrié**, Conseiller pour les réformes auprès du Médiateur

Droits des étrangers et d'asile

Titre de séjour, nationalité, droit d'asile, expulsion, mineurs étrangers, regroupement familial...

- * **Pierre Henry**, directeur général de France terre d'asile
- * **Hélène Brémeau-Manesme**, Chargée de mission justice auprès du Médiateur de la République



LE MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Le Médiateur de la République est une autorité indépendante. Le législateur, en 1973, a confié à cette institution le soin de remplir trois grandes missions. Il dispose, pour y parvenir, d'un réseau de délégués répartis sur l'ensemble du territoire.

Les délégués reçoivent, informent et orientent le public, puis règlent les litiges dont la solution peut être directement trouvée à l'échelon local. 275 délégations jalonnent l'ensemble du territoire français et renforcent l'action du Médiateur de la République au sein de 386 points d'accueil.

Jean-Paul Delevoye est Médiateur de la République, nommé depuis le 13 avril 2004 pour un mandat non renouvelable de 6 ans. Il est maire de Bapaume (62), ancien ministre et ancien Président de l'association des maires de France.

Les 3 grandes missions du Médiateur de la République

★ **Améliorer les relations entre le citoyen et l'administration par la médiation.**

En aidant les personnes physiques ou morales qui contestent une décision ou un comportement de l'administration française ou d'une délégation de service public, il recherche un règlement amiable, au cas par cas et en équité, entre les deux parties. Dans le domaine de la santé et de la sécurité des soins, le Médiateur de la République dispose, depuis le 1er janvier 2009, d'un pôle d'information et de médiation, le « Pôle Santé, Sécurité des Soins », chargé de renforcer le dialogue entre les usagers du système de soins et les professionnels de santé.

★ **Proposer aux pouvoirs publics une réforme générale des textes législatifs et réglementaires.**

Cette méthode place le médiateur en observateur privilégié de notre société et l'amène sur le plan national à intervenir dans les grands débats, en relayant souvent la voix des plus vulnérables.

★ **Agir au niveau international pour la promotion des droits humains, de la démocratie et de la bonne gouvernance, en entretenant une collaboration étroite avec ses homologues étrangers, en particulier les médiateurs d'Europe et des pays francophones.**

Il participe, en matière de défense des droits de l'Homme, aux travaux de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) et des organes spécialisés du Conseil de l'Europe et des Nations Unies.

Visitez également des autres sites internet du Médiateur de la République

www.mediateur-republique.fr

www.securitesoins.fr



Spécialisée dans la communication multimedia, Pepper Cube conçoit et produit des dispositifs interactifs pour accompagner les projets de communication corporate, commerciaux, marketing ou communautaires de ces clients. En charge pour le WWF France de la première communauté environnementale en France, de la communication interactive de la Cité internationales Universitaire de Paris ou encore de la campagne Ultimatum Climatique qui a recueillie plus 500 000 signatures à l'occasion de la conférence de Copenhague, Pepper Cube s'attache à trouver des solutions sur mesure en construisant autour de l'agence des relations privilégiées et respectueuses avec ses partenaires et sous-traitants comme avec ses clients. Pour la plateforme d'échanges www.lemediateuretvous.fr, Pepper Cube a joué d'abord un rôle de conseil en préconisant l'outil de community management TalkSpirit, en travaillant ensuite sur l'ergonomie et la structuration des échanges sur l'interface, et en se chargeant enfin de la conception et de la production graphique du site



Editeur de logiciels et services communautaires depuis 2004, **blogSpirit** apporte aux entreprises et aux institutions publiques des solutions de blogs (ligne de produit blogSpirit Edition) et des solutions de gestion de leurs communautés en ligne (ligne de produit talkSpirit Edition). blogSpirit propose des offres globales intégrant le conseil et

l'accompagnement de ses équipes ou de ses partenaires.

Parmi les entreprises et institutions clientes ou utilisatrices de ses solutions en France et à l'international: 1001 listes, 20 Minutes, Auchan, Bouygues Télécom, Canal Plus, Expedia, La Poste, MACSF, Novartis, Sud Ouest, SNCF, Télécom Italia, Natixis, Pierre & Vacances, Conseil Général de l'Eure, Conseil Général de la Seine et Marne, Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi, Mairie de Paris...

Entreprise indépendante, rentable depuis sa création et en croissance, blogSpirit est une Jeune entreprise innovante labellisée Cap Digital, OSEO – ANVAR et compte 15 collaborateurs.



Vae Solis Corporate est un cabinet de conseil en stratégies d'information et de communication auprès des dirigeants des secteurs privé et public. Le cabinet accompagne notamment le Médiateur de la République dans la définition et la mise en œuvre de sa communication sur le web. Il a à ce titre participé à l'élaboration du LeMediateurEtVous.fr dans son concept, à l'encadrement des équipes techniques chargées de sa réalisation et au suivi global du projet.



7, rue Saint Florentin
75008 Paris



Christine TENDEL
01.55.35.22.40 / 06.74.22.75.62
christine.tendel@mediateur-republique.fr